547 SUJETS MAROCAINS ONT ÉTÉ INTERCEPTÉS À ALGER

La filière marocaine de Daesh en Libye

Cinq cent quarante-sept ressortissants marocains suspects et voulant transiter par Alger pour se rendre à Tripoli en Libye durant l'année 2015 ont été bloqués et reconduits dans leur pays. C'est ce qu'a indiqué hier le directeur de la police des frontières, M. Youcef Goucem, lors d'une conférence de presse à l'Ecole supérieure de police Ali-Tounsi à Châteauneuf.

Abder Bettache – Alger (Le Soir) – Reconduite à la frontière, suspension de la liaison aérienne Alger - Tripoli, l'Algérie a pris des mesures pour faire face à un afflux jugé anormal de Marocains désireux se rendre en Libye. La question a été évoquée hier par le premier responsable de la sécurité aux frontières (DPF) à l'occasion d'une conférence de presse portant sur le bilan de l'exercice de l'année 2015, des Directions des polices aux frontières (DPF) et de la police judiciaire (DPJ).

Selon la même source, confrontée à un afflux de Marocains suspectés de vouloir rejoindre les rangs de l'organisation terroriste Daesh, l'Algérie a suspendu tous ses vols commerciaux vers la Libye. Pour preuve, le département de l'intérieur avait indiqué avoir intercepté à l'aéroport international d'Alger plus de 250 ressortissants marocains en une semaine pour le seul mois de décembre.

Les ressortissants en question, dont l'âge varie entre 24 et 26 et ne pouvant justifier les motifs de leur voyage en Libye, ont été expulsés vers le Maroc après que le ministre des Affaires maghrébines, Abdelkader Messahel, eut informé l'ambassadeur du Maroc d'un «flux massif et inhabituel de Marocains en provenance de Casablanca à destination de la Libye».

Toutefois, le conférencier a tenu à préciser que les personnes, notamment celles qui étaient en famille et ayant justifié leur résidence en Libye ont été autorisées à rejoindre la terre libyenne. «Les personnes suspectes ont été refoulées conformément à la loi et l'opération s'est faite sous escorte policière», a-t-il ajouté. Il n'en demeure pas moins que lors de cette conférence de presse, il a été indiqué «que durant l'année 2015, les services de la police des frontières ont eu à contrôler le passage aux frontières de 11 407 215 personnes contre 10 297 910 en 2014, soit une augmentation de 1 109 305 voyageurs, représentant un taux de 10,77%.

Selon M. Goucem, «au cours de l'année 2015, il a été enregistré le nombre de 7835 ressortissants algériens ayant fait l'objet de mesures d'expulsion, rapatriement, refoulement et reconduite à la frontière à partir de l'étranger, contre 7180 de l'année écoulée, soit une progression de 655 représentant un taux de 9,12%. Concernant les mesures restrictives prises à l'encontre des ressortissants étrangers, il a été indiqué que durant la même année, soit en 2015, «l'enregistrement de 6065 ressortissants étrangers ayant fait l'objet de mesure d'éloignement contre 2403 au cours de l'année 2014, soit une progression de 3662 personnes représentant un taux de 152,4%.

«L'Algérie a remporté son pari sécuritaire»

Pour sa part, le directeur de la police judiciaire a hautement salué les «efforts fournis par les différents services de la Sûreté nationale à tous les niveaux pour venir à bout du phénomène de la criminalité».

En effet, M. Ali Ferrag, qui avait jusque-là assuré la direction du laboratoire de la police scientifique avant de passer à la tête de la police judiciaire a mis en exergue, chiffres à l'appui, les «performances et autres résultats enregistrés par sa direction dans la lutte contre le phénomène de la criminalité». Pour ce haut responsable de la Sûreté nationale, «les statistiques de l'année 2015 attestent de la baisse considérable du phénomène de la criminalité dans notre pays». Mieux, il fera savoir «que cette baisse est le résultat de la conjugaison des efforts des éléments des forces de sécurité mais aussi du rôle important joué par les citoyens.

Photos : D. R.

L'Algérie a pris des mesures pour faire face à un afflux anormal de Marocains désireux se rendre en Libye.

Nous sommes à l'avant-garde à tous les niveaux», a-t-il expliqué en déclarant que «pour l'année 2015, les services de la police judiciaire de la Sûreté nationale (DGSN) ont enregistré 216 522 affaires dont 140 414 résolues soit un taux de 64,84%.

Les affaires liées aux atteintes aux personnes et aux biens arrivent en tête avec respectivement 38,65% et 37, 34%, alors que celles liées à l'infraction de la législation et économiques sont de l'ordre de 8,81% et 4,43%. Ces chiffres avancés par le conférencier dénotent selon lui, que «l'Algérie a réussi à remporter son pari sur le plan sécuritaire et que la police algérienne est devenue une référence pour un grand nombre de pays même ceux très développés».

Enfin, M. Ferrag Ali a conclu son intervention en déclarant que «l'aspect scientifique et le processus de modernisation de l'institution policière étaient d'un apport considérable pour atteindre tous ces objectifs, sans oublier le rôle joué par les citoyens».

A. B.

MOHAMED KHELFAOUI, ANCIEN CADRE SUPÉRIEUR DU DRS :

«Nous n'avons rien fait pour stabiliser nos frontières»

La situation qui prévaut à nos frontières occupe et préoccupe depuis un long moment les autorités algériennes qui font fréquemment état de «menaces graves» de «dangers importants» qui guettent notre pays. Pour se protéger de ces risques, l'Algérie a été contrainte de fermer ses frontières avec la Libye, le Mali. Avec le Niger, les bandes frontalières sont elles aussi sous haute surveillance. Régulièrement, le ministère de la Défense publie des communiqués qui font ressortir les tentatives d'incursion de terroristes, de lots d'armes, de drogue et de quantités de carburants récupérés. Pour tenter de mieux cerner la question, nous avons interrogé un ancien cadre de la DDSE (Direction de la documentation et de la sécurité extérieure) spécialisé dans les dossiers du Sahel. Mohamed Khelfaoui est également l'auteur d'un ouvrage consacré à l'histoire des services de renseignement algériens.

Une grande tension règne depuis un long moment à nos frontières. Quelle analyse faites-vous de cette situation ?

Vous savez, la menace est diversifiée autant que ses vecteurs. Elle est transnationale, dispose des mêmes ingrédients ici et là et de moyens surprenants dans son exécution. Elle peut trouver des prolongements au-delà de ses frontières et même être à l'intérieur.

L'élargissement et le chevauchement des champs d'affrontement sont des caractères essentiels de la géographie dans le monde arabe en général, voire musulman. L'extrémisme religieux, le séparatisme, le trafic en tous genres et enfin le banditisme, conséquence de ces trois activités, la pauvreté chronique dans certains endroits trouvent en effet des prolongements dans notre pays.

Les raisons sont historiques pour certaines manifestations terroristes, d'autres sont le produit de manipulations internes et extrarégionales, d'autres s'apparentent à des déclarations de guerre. Seuls, nous sommes responsables de ce qui nous arrive car au lieu de débattre du fond, nous traitons des symptômes.

Pourquoi dites-vous que nous sommes responsables de ce qui nous arrive ?

Je vais m'expliquer. Sur le plan de la lutte antiterroriste par exemple, nous menons une lutte sécuritaire, or, ces groupes ont une idéologie, leur but est d'imposer des mœurs, des modes de vie… Dans ce cadre, j'estime que la lutte doit être globale, il faut revoir les origines de la fitna, de ces discordes…

Quelles sont les répercussions sur notre pays, les risques majeurs qu'il peut encourir ?

Les répercussions, nous les vivons au quotidien. Les évènements de Ghardaïa, le trafic de carburants et de stupéfiants… notre profondeur stratégique est devenue un espace libre pour les états-majors du mal… Le risque majeur est clair. Revenez à l'Histoire et prenez une carte géographique, vous comprendrez que nous n'avons rien fait pour stabiliser nos frontières.

Des citoyens qui sont restés multinationaux depuis l'avènement des indépendances, des lois ridicules contre la contre-bande, une présence inefficace…

Notre lutte anti-terroriste ne peut enrayer une incompréhension millénaire car elle se situe dans une logique occidentale. Nous avons même commis des erreurs en excluant parfois nos soutiens naturels ; revenez par exemple à la rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays sahélo-sahéliens qui s'est tenue à Alger en 1993 ou en 1994 où la Libye était absente…

L'échec de l'accord d'Alger aura certainement des conséquences graves pour l'avenir de notre pays. La solution libyenne tarde à prendre effet sur le terrain et donne des «raisons» d'intervention étrangère. Elle maintient nos services de sécurité en état d'alerte permanent.

Le dispositif sécuritaire mis en place aux frontières a-t-il réussi à endiguer le mal ?

Oui notre dispositif semble contenir ce banditisme transfrontalier aux limites de nos frontières. Depuis quelque temps, des groupuscules armés se hasardent à l'intérieur du pays et à ce jour, les informations font état d'arrestations. C'est comme s'ils nous imposent un mode opératoire précis ou comme s'ils menaient un travail de repérage ou d'identification des zones surveillées, dans le même temps notre dispositif est fortement sollicité.

Colonel Mohamed Khelfaoui.

Certes, il est soutenu par une surveillance électronique qui certainement allège sa mission. Désormais, il ne s'agit plus d'endiguer mais d'enrayer ce phénomène. Il serait temps de passer à une stratégie plus agressive. Annihiler les desseins des états-majors du crime. En tout état de cause, les communiqués sécuritaires ne tranquillisent pas. Est-ce là leur finalité ?

Qu'est-ce que vous entendez par être plus agressif

La logique voudrait que nous allions vers ces états-majors pour les détruire. Les détruire là où ils sont. Mais il s'agit d'une question très délicate car cette stratégie ne peut pas se mener au gré du hasard.

Les autorités sont depuis un certain temps alertés par le passage fréquent de clandestins marocains sur son sol. Que se passe-t-il, selon-vous ?

Le Makhzen a toujours été dans l'adversité de notre pays. Depuis l'indépendance, nous sommes dans un «conflit constant» que l'Algérie tend à minimiser ou gérer avec sagesse connaissant les tenants et les aboutissants de cet activisme marocain. Il faut se rappeler que le Makhzen a tenté dès les premiers jours de la révolution libyenne d'accuser l'Algérie de pourvoir Kaddafi en mercenaires (combattants venus du Mali) à bord de ses avions.

Aujourd'hui, le passage de Marocains en groupes vers la Libye via l'Algérie a le même objectif. L'Algérie a suspendu ses vols vers Tripoli, c'est une défaite. Pourquoi le Maroc n'ouvre pas une ligne aérienne pour servir ses citoyens ?

Propos recueillis par Abla Chérif

SKIKDA

Un terroriste arrêté à Aïn El Kachra

Les éléments de la compagnie de gendarmerie de Tamalous dans la wilaya de Skikda ont arrêté, dans la forêt de Aïn El Kachra, un terroriste répondant aux initiales de B.A., âgé de 38 ans, et son arme, un fusil automatique de type kalachnikov, a été récupérée.

Selon les informations en notre possession, cette arrestation est venue suite à une patrouille de gendarmes dans cette forêt, et ce, lorsque ces derniers remarquèrent le comportement suspect d'un individu. Interpellé, il a été soumis à des fouilles corporelles qui se sont soldées par la découverte d'une somme d'argent et d'un téléphone portable.

Emmené à la brigade de gendarmerie pour identification, il s'avérera qu'il s'agissait d'un dangereux terroriste qui a rejoint les maquis en 2009 et contre lequel un mandat d'arrêt avait été lancé par le tribunal d'El Harrach. Lors de son interrogatoire, il révélera qu'il possédait une arme à feu qu'il avait soigneusement cachée dans la forêt. A noter enfin que ce terroriste est originaire de la commune des Eucalyptus dans la wilaya d'Alger.

H. M.